Tout changer pour que rien ne change

Hubert Coudurier
@HubertCoudurier

● L'inconvénient d'un système présidentiel hypercentralisé, c'est que le chef a beau parler bien, l'intendance ne suit pas forcément. Depuis l'intervention télévisée d'Emmanuel Macron, les interprétations et les couacs se multiplient. Ce qui a conduit Matignon à annoncer que le Premier ministre présenterait un plan de déconfinement le 30 avril.

Avec Édouard Philippe, c'est carré et pragmatique : on en saura donc plus, alors que, pour l'instant, les bureaucrates, soumis à forte pression, ne savent plus où donner de la tête. Ce qui plaiderait pour un nouvel élan en matière de décentralisation comme nous l'a dit le président du conseil régional, Loïg Chesnais-Girard, sur Tébéo.

Proche du chef de l'État, le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, tempère cette analyse. Il considère que l'on connaît encore peu de choses du virus mais qu'il va falloir s'habituer à vivre avec lui. Cet ancien socialiste cite d'ailleurs Léon Blum : « Quand on parle beaucoup, on prend le risque de se répéter ou de se contredire ».

Ferrand est moins définitif que Gilles Le Gendre, président du groupe LREM à l'Assemblée, sur l'abandon de la réforme des retraites. Pas franchement enthousiaste à l'idée d'un gouvernement d'union nationale, sauf si c'est vraiment utile. Il estime que, même si la crise le change, il n'y aura pas un Macron d'avant et un Macron nouveau, un Macron libéral qui serait devenu colbertiste. Quant à l'Europe, elle n'aurait pas, selon lui, montré son inefficacité mais, au contraire, sa solidarité. Le danger serait donc de vouloir tout changer pour que rien ne change.